

Accord-cadre à bons de commandes mono-attributaire de Service

Procédure adaptée

En application des articles L. 2123-1, R. 2123-1 et R. 2123-2 du code de la commande publique.

**Fourniture de repas pour le site INRAE du Rheu Centre de
recherche BRETAGNE-NORMANDIE
Vers une restauration collective plus responsable**













**CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(CCAP)**

Centre de recherche
Bretagne - Normandie
Domaine de la Motte
BP 35327
35653 LE RHEU cedex
Tél. : + 33 (0)2 23 48 51 00
Fax : + 33 (0)2 23 48 53 00

Date limite de remise des offres :

19 Septembre 2025 à 17h00

SYNTHÈSE DU CONTRAT

	<p>Accord-cadre à bons de commandes mono-attributaire de Service</p> <p><u>Objet</u> : Fourniture de repas pour le site INRAE du Rheu Centre de Recherche Bretagne-Normandie Vers une restauration collective plus responsable</p>
	<p><u>Acheteur</u> :</p> <p>INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE POUR L'AGRICULTURE, L'ALIMENTATION ET L'ENVIRONNEMENT (INRAE) Route du bois de la motte BP 35327 35653 - LE RHEU cedex</p>
	<p>L'accord-cadre inclut des considérations environnementales.</p>
	<p>L'accord-cadre inclut des considérations sociales.</p>
	<p>Accord-cadre passé en procédure adaptée, en application des articles L. 2123-1, R. 2123-1 et R. 2123-2 du code de la commande publique.</p> <p>CCAG applicable à l'accord-cadre : CCAG Fournitures Courantes et Services.</p>
	<p>Lieu suivant :</p> <p>66 routes du bois de la motte 35653 LE RHEU cedex</p>
	<p>L'accord-cadre n'est pas alloti.</p>
	<p>La durée d'exécution de l'accord-cadre est de 12 mois.</p>
	<p>Le marché est à prix unitaires.</p>
	<p>L'accord-cadre est révisable.</p>
	<p><u>Tranches</u> :</p> <p>L'accord-cadre n'est pas divisé en tranches.</p> <p><u>Prestations similaires</u> :</p> <p>Sans objet</p>
	<p>En application de l'article L2113-12, le marché est réservé à des entreprises adaptées mentionnées à l'article L. 5213-13 du code du travail, à des établissements et services d'aide par le travail mentionnés à l'article L. 344-2 du code de l'action sociale et des familles ainsi qu'à des structures équivalentes, lorsque plus de 50 % de travailleurs concernés sont des travailleurs handicapés</p>

SOMMAIRE

PARTIE 1. PRÉAMBULE.....	5
PARTIE 2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES	6
ARTICLE 1. REPRÉSENTANT DE L'ACHETEUR	6
ARTICLE 2. OBJET DE L'ACCORD-CADRE	6
ARTICLE 3. DURÉE.....	6
ARTICLE 4. ACCORD-CADRE	7
4.1. TYPE D'ACCORD-CADRE.....	7
ARTICLE 5. DOCUMENTS CONTRACTUELS	7
ARTICLE 6. ASSURANCES	8
ARTICLE 7. INTERVENANTS.....	8
7.1. SOUS-TRAITANCE.....	8
7.2. GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES	9
PARTIE 3. PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENT	9
ARTICLE 8. CARACTÉRISTIQUES DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE	9
8.1. MODALITES DE FIXATION DES PRIX	9
8.2. CONTENU DU PRIX	10
8.2.1. FOURNITURE DE REPAS AVEC FABRICATION SUR PLACE	10
8.2.1.1. FRAIS D'EXPLOITATION	10
8.2.1.2. PRIX DENREES DES REPAS.....	11
8.3. REVISIONS DES PRIX.....	11
8.3.1. REVISION DES FRAIS D'EXPLOITATION.....	11
8.3.2. REVISION DU PRIX DENREES DES REPAS	11
8.4. MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT	12
8.4.1. FACTURATIONS DES FRAIS D'EXPLOITATIONS	12
8.4.2 REPAS DES USAGERS, PRESTATIONS SOCIALES ET DROITS D'ADMISSION	12
8.4.3 REPAS VISITEURS.....	13
8.4.4 LIQUIDATION.....	13
ARTICLE 9. AVANCE	14
PARTIE 4. MODALITÉS D'EXÉCUTION	14
ARTICLE 10. MODALITÉS DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES	14
ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE	14
11.1. MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DE L'ACTION D'INSERTION PROFESSIONNELLE :.....	15
11.2. CONDITIONS D'EXECUTION :	16
11.2.1. ACTION PARTENARIALE	16
11.2.2. INTERVENTION D'UN.E FACILITATEUR.TRICE	17
11.2.3. SUIVI DE LA CLAUSE D'INSERTION.....	17
11.3. PROTECTION DES DONNEES (RGPD)	17
PARTIE 5. CONSTATATION DE L'EXÉCUTION, GARANTIE ET MAINTENANCE.....	18
ARTICLE 12. VERIFICATION ET CONTRÔLE DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	18
12.1. OPERATIONS DE VERIFICATION PAR LA PERSONNE RESPONSABLE DU MARCHE OU SON REPRESENTANT	18
12.2. CONTROLE PAR L'INTERMEDIAIRE D'AGENTS SPECIALISES.....	19
12.3. CONTROLE PAR PIECES COMPTABLES	19
12.4. CONSTATIONS DE L'EXECUTIONS DES PRESTATIONS	20

ARTICLE 13.	OBLIGATIONS DES PARTIES	20
13.1.	DEVOIR DE CONSEIL.....	20
13.2.	RESPECT DES NORMES	20
13.3.	CONFIDENTIALITES	20
ARTICLE 14.	DÉLAI DE GARANTIE	21
PARTIE 6.	DÉFAILLANCE DANS L'EXÉCUTION	21
ARTICLE 15.	PÉNALITÉS ET PRIMES	21
15.1.	PENALITES POUR RETARD DANS L'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	21
15.2.	PENALITES POUR NON-RESPECT DES FORMALITES RELATIVES A LA LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLÉGAL	23
15.3.	EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE :	23
15.4.	PÉNALITÉS POUR NON-RESPECT DE LA CLAUSE D'INSERTION SOCIALE	23
ARTICLE 16.	MESURES COERCITIVES	23
ARTICLE 17.	CAS DE RÉSILIATION	24
ARTICLE 18.	LITIGES ET DIFFÉRENDS	24
PARTIE 7.	CLAUSES DIVERSES.....	25
ARTICLE 19.	CONFIDENTIALITÉ – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES – MESURES DE SÉCURITÉ	25
ARTICLE 20.	ACCÈS AUX SITES	25
PARTIE 8.	DÉROGATIONS AU CCAG.....	26
ANNEXE 1 -	CLAUSES DE PROTECTION DES DONNÉES ET SÉCURISATION DES SYSTÈMES D'INFORMATION.....	27
1.1	EXIGENCES REGLEMENTAIRES DE CONFIDENTIALITE ET SECURISATION DES DONNEES APPLICABLES AU TITULAIRE ET SES SOUS-TRAITANTS	27
1.1.1	CONFORMITE AU RGI	27
1.1.2	CONFORMITE AU RGAA.....	27
1.1.3	CONFORMITE AU RGS	27
1.1.4	CONFORMITE A LA PSSIE	28
1.1.5	CONFORMITE AU REGLEMENT EUROPEEN 2016/679 - RGPD.....	28
1.2	ENGAGEMENT DU TITULAIRE	29
1.2.1	OBLIGATION DE SECURISATION DES DONNEES	29
1.2.2	SECURISATION DES PRESTATIONS ET DU SYSTEME D'INFORMATION	29

PARTIE 1. PREAMBULE

Législation applicable

Cet accord-cadre est conclu en application du Code de la commande publique et de l'Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services.

Le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE est d'application.

PARTIE 2. DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1. REPRESENTANT DE L'ACHETEUR

L'exécution des services se déroule sous le contrôle du représentant de l'acheteur :

Nom : Florent Guhl

Adresse : INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE POUR L'AGRICULTURE, L'ALIMENTATION ET L'ENVIRONNEMENT (INRAE), Domaine de la Motte, BP 35327, 35653 LE RHEU cedex

Téléphone : 02.23.48.52.63

E-mail : presidence-bretagne-normandie@inrae.fr

ARTICLE 2. OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Objet des services : - Fourniture de repas pour le site INRAE du Rheu Centre de Recherche Bretagne-Normandie vers une restauration collective plus responsable.

Le marché a pour objet principal la fourniture de repas avec fabrication sur place, destinés aux agents INRAE du Centre Bretagne Normandie fréquentant le restaurant administratif à caractère social du site INRAE du Rheu, et aux personnes extérieures autorisées par INRAE. Des prestations complémentaires sont susceptibles d'être commandées par les différents services INRAE du site de Le Rheu.

Lieu d'exécution :

Centre de Recherche INRAE – Bretagne-Normandie – Le Rheu

66 route du bois de la Motte

BP 35327

35653 LE RHEU cedex

Les spécificités de la prestation demandées sont décrites dans le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

ARTICLE 3. DUREE

Durée initiale de cet accord-cadre : 12 mois

Le présent accord-cadre prendra effet, à compter du 1er janvier 2026, pour une durée d'un an.

Il est reconductible trois fois par période d'un an sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre ans. Le titulaire ne peut refuser la reconduction.

Si l'acheteur ne souhaite pas reconduire l'accord-cadre, il doit prendre une décision expresse de non-reconduction, qu'il notifie au titulaire au plus tard 90 jours calendaires avant la date d'échéance de l'accord-cadre initial ou d'une reconduction ultérieure.

Le titulaire ne peut s'opposer à la non-reconduction de l'accord-cadre.

ARTICLE 4. ACCORD-CADRE

4.1. Type d'accord-cadre

Le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire avec un seuil minimum annuel de 2800 repas mensuels et un maximum de commandes de 3500 repas mensuel. Il s'exécutera par bons de commande au sens des articles R2162-2, R2162-4 1°, R2162-13 et 14 du code de la commande publique.

ARTICLE 5. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement, complété, daté et signé et son annexe 1 : Détail des frais fixes – base nombre de repas mensuels 2800
- L'annexe financière de l'Acte d'Engagement : Bordereau des Prix Unitaires (BPU) – Frais fixes, complété, daté et signé ;
- L'annexe financière de l'Acte d'Engagement : Bordereau des Prix Unitaires (BPU) – Prix repas, complété, daté et signé ;
- Le présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
- Le Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses documents annexés:
- Annexe 1 : Fréquentation du restaurant en 2022, 2023 et 2024
- Annexe 2 : Plan des locaux ;
- Annexe 3 : Inventaire des matériels soumis à contrôle réglementaire (maintenance préventive) et organisation de la maintenance corrective
- Annexe 4 : Système de vente des repas et de collecte des paiements
- Annexe 5 : Application des mesures phares de la loi EGalim pour la restauration collective
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG – FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et publié au JORF n°0078 du 1er avril 2021 ;
- Le cadre de réponse considération sociale : action partenariale du titulaire, Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification du présent marché.

Toute clause limitative de responsabilité du titulaire intégrée dans son offre est expressément considérée comme nulle et non avenue.

Les pièces générales ne sont pas jointes au présent marché, elles sont réputées connues des parties en présence.

Les documents ci-dessus expriment l'intégralité des obligations des parties, à l'exclusion de tout autre document.

Aucune réserve, qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de l'offre du titulaire puis durant l'exécution du marché, n'est admise.

Le titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les pièces constitutives du marché.

Les exemplaires conservés par le pouvoir adjudicateur font seuls foi en cas de litiges.

Conformément à l'article R. 2191-46 du code de la commande publique, la remise au Titulaire de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité nécessaire à une cession ou au nantissement de l'accord-cadre se fait sur demande écrite du titulaire.

ARTICLE 6. ASSURANCES

Le Titulaire sera tenu, au titre du présent marché passé avec INRAE, de garantir la responsabilité qu'il est susceptible d'encourir à raison des dommages causés aux tiers en vertu de l'article 1384 du code civil, que ces dommages soient causés :

- par le personnel salarié de l'entreprise ou toute personne sous la responsabilité de celle-ci dans l'activité nécessitée par l'exécution du contrat, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes, y compris le sous-traitant agréé ;
- par le matériel ou les produits utilisés ;
- du fait des prestations exécutées ou du fait d'un événement engageant la responsabilité de l'entreprise.

Seront notamment couverts tous les risques d'intoxication alimentaire.

L'assurance du Titulaire couvrira également les dommages aux biens dont il a l'usage quant aux risques :

- de vol du matériel nécessaire au fonctionnement de l'exploitation,
- de dommages matériels et immatériels consécutifs à une mauvaise utilisation.

Le titulaire sera tenu d'informer INRAE de toute modification afférente à son assurance, notamment la résiliation, le changement de compagnie, cela dans les quinze jours suivant sa décision.

Il est spécifié également que la prise d'effet du marché est subordonnée à la remise par son Titulaire d'un exemplaire de sa police d'assurance « responsabilité civile » contractée à cet effet, pour agrément préalable. Le Titulaire sera tenu de présenter une attestation délivrée par la compagnie d'assurance détaillant la nature et l'étendue des garanties et justifiant le paiement de la prime afférente à l'année en cours.

En cas d'existence d'une franchise dans le contrat souscrit par l'entreprise, cette dernière sera réputée la prendre entièrement à sa charge.

ARTICLE 7. INTERVENANTS

7.1. Sous-traitance

Présentation d'un sous-traitant

Le titulaire de l'accord-cadre peut, sous sa responsabilité, sous-traiter uniquement l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre, conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique. Ainsi, la sous-traitance totale de l'accord-cadre est interdite.

Modalités d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement

Le titulaire doit préalablement obtenir de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Ces deux formalités exigées doivent être constatées par un acte spécial signé par l'acheteur et par le titulaire, pouvant prendre la forme du formulaire DC4.

La demande doit contenir :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues au projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie ;

- une déclaration attestant que le sous-traitant n'est pas placé dans un des cas d'exclusion de la procédure de passation mentionné au chapitre Ier du titre IV du code de la commande publique ;
- l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance afin d'établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créance résultant de l'accord-cadre ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le titulaire qui recourt à la sous-traitance des prestations du contrat, sans avoir au préalable obtenu de l'acheteur l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement encourt la résiliation de l'accord-cadre à ses torts exclusifs.

Païement direct des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par l'acheteur, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

7.2. Groupement d'opérateurs économiques

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est conjoint, chaque membre du groupement s'engage à exécuter les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans l'accord-cadre. Chaque membre du groupement est rémunéré sur son compte, pour la part des prestations qu'il a réalisé.

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est solidaire, chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité de l'accord-cadre. Le paiement se réalise sur un compte au nom du groupement.

PARTIE 3. PRIX ET MODALITES DE PAIEMENT

ARTICLE 8. CARACTERISTIQUES DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE

8.1. Modalités de fixation des prix

La rémunération du présent accord-cadre se fait sur la base de prix unitaires.

L'accord-cadre à bons de commande mono-attributaire à prix unitaires est celui dans lequel des prix unitaires sont appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées au cours de son exécution.

L'accord-cadre à bons de commande mono-attributaire est attribué sur la base des prix unitaires mentionnés dans l'offre. Au moment de la rédaction des conditions du présent accord-cadre, l'acheteur n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de services dont il aura besoin. En conséquence, les quantités reprises dans le Détail Quantitatif Estimatif régissant le présent accord-cadre sont données à titre purement indicatif, et elles n'engagent pas l'acheteur. Dès lors, le titulaire ne pourra réclamer aucune indemnité dans le cas où les quantités précisées dans le Détail Quantitatif Estimatif ne seraient pas atteintes.

8.2. Contenu du prix

8.2.1. Fourniture de repas avec fabrication sur place

Les prestations de restauration collective sont rémunérées par INRAE et par le convive.

Le prix pour la restauration collective comprend :

- Les frais d'exploitation rémunérés par INRAE au prestataire
- Le prix denrée des repas payé directement par le convive au prestataire

8.2.1.1. Frais d'exploitation

Les frais fixes de la prestation de restauration collective sont rémunérés par INRAE sur la base de l'annexe financière, le Bordereau des Prix Unitaires - Frais fixes.

Les bons de commandes seront émis annuellement sur la base des prix nets indiqués au Bordereau des Prix Unitaires. Pour l'émission des bons de commande, le nombre de repas mensuels minimum est de 2 800 repas et le nombre maximal de 3 500 repas.

Le bon de commande sera émis pour la première année d'exécution de l'accord-cadre sur la base d'un nombre de repas prévisionnel mensuel fixé à 2 800.

Le bon de commande de l'année N+1 sera émis en fonction de la fréquentation mensuelle constatée l'année N¹. Sont pris en compte pour ce calcul tous les repas servis quelle que soit l'origine du convive, hors prestations annexes.

Un bilan sera réalisé annuellement, et en cours d'exécution du marché à la demande expresse d'INRAE ou du titulaire, pour tenir compte des prestations éventuellement réalisées en plus ou en moins, sans que le nombre de repas mensuel ne puisse être fixé à un nombre inférieur à 2 800 repas.

Le nombre P de prestations exécutées en plus sera déterminé de la manière suivante :

$P = \text{Nombre de repas servis sur l'année d'exécution N} - (12 \times \text{nombre de repas prévisionnel mensuel})$.

Le bon de commande pourra être ajusté en cas de nécessité.

En cas de fermeture du restaurant pour des travaux, INRAE déduira du forfait mensuel le montant correspondant au nombre de jours ouvrés de fermeture selon la formule :

Montant à déduire = (bon de commande de l'année N / 12 / (5x4,33)) x nombre de jours ouvrés de fermeture)

INRAE s'engage à prévenir le titulaire un mois avant la date de fermeture. Dans ce cas, il ajournera le marché ce qui entraînera une suspension du marché pendant la fermeture. La date de fin de marché étant reportée d'autant.

¹ L'annexe 1 au présent CCTP fournit à titre indicatif les chiffres relatifs à la fréquentation du restaurant pour les années 2022 à 2024 à l'aide d'un tableau précisant le nombre de repas servis chaque mois.

8.2.1.2. Prix denrées des repas

Le prix denrées des repas est supporté par le convive, en fonction de la composition du plateau (3 ou 4 composants). Il est indiqué à l'annexe financière, Bordereau des Prix Unitaires – Prix repas

8.3. Révisions des prix

8.3.1. Révision des frais d'exploitation

Les prix du marché sont révisables annuellement, à la date anniversaire de l'accord-cadre, par application de la formule suivante de la manière suivante :

P = PO (HR/HR0)

P = Prix révisé HT

PO = Prix initial HT fixé dans l'annexe financière à l'acte d'engagement de l'accord-cadre, Bordereau des Prix Unitaires – Frais fixes

HR = Valeur de l'indice mensuel INSEE, Indice 001565191 - : Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Hébergement, restauration (NAF rév. 2 section I) - Base 100 en décembre 2008, connu 9 mois avant la date de révision

HR0 = Valeur de l'indice mensuel INSEE, Indice 001565191 - : Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Hébergement, restauration (NAF rév. 2 section I) - Base 100 en décembre 2008, connu 9 mois avant la date de début du marché (indice du mois de mars avril 2025 = 144,3)

Le premier ajustement aura lieu en janvier 2026 où HR sera l'indice du mois de mars 2025.

8.3.2. Révision du prix denrées des repas

Le prix denrées des repas, indiqué à l'annexe financière, bordereau des prix unitaires – Prix des repas, sera révisé annuellement, à la date anniversaire de l'accord-cadre, par application de la formule suivante :

$P = P_0 \times A/A_0$

P = Prix révisé HT

PO = Prix initial HT fixé dans l'annexe financière à l'acte d'engagement de l'accord-cadre, Bordereau des Prix Unitaires – Prix repas

A = Valeur de l'indice mensuel INSEE, Indice 001763782 - Indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France - Nomenclature Coicop : 11.1 - Services de restauration, connu 8 mois avant la date de révision

A0 = Valeur de l'indice mensuel INSEE, Indice 001763782 - Indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France - Nomenclature Coicop : 11.1 - Services de restauration, connu 8 mois avant la date de début du marché (indice du mois de mai 2025 = 124,18)

Les prix révisés seront communiqués par avance à INRAE, au plus tard un mois avant leur application.

8.4. Modalités de facturation et de paiement

Le paiement des prestations du marché est effectué mensuellement à **terme échu**.

Un état mensuel détaillant les repas pris par catégories, dates et noms des convives sera transmis à INRAE, en version Excel, et ce, en amont de la facturation (extraction du logiciel de caisse).

8.4.1. Facturations des frais d'exploitations

Conformément à la loi n°2014-1 du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le Titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Les factures seront établies en un original selon les règles prévues par la comptabilité publique. Elles comprendront outre les mentions légales, les renseignements suivants :

- Le numéro SIRET du centre INRAE bénéficiaire : 180 070 039 00276
- Le numéro du marché
- Le numéro du bon de commande
- Les prestations réalisées
- Le montant HT des prestations
- Le taux et le montant de la TVA
- Le montant total TTC

Conformément aux dispositions de l'article 4.1 du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission. L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le Président du Centre INRAE de Bretagne-Normandie.

La facture comportera, par ailleurs, les autres mentions obligatoires au regard de la législation économique et fiscale.

8.4.2 Repas des usagers, prestations sociales et droits d'admission

Le titulaire encaisse directement auprès des usagers le montant correspondant au prix denrées des repas, tel que défini à l'annexe financière à l'acte d'engagement – Bordereau des Prix Unitaires – Prix repas.

INRAE déterminera un droit d'admission qui s'ajoutera à ce montant. Le droit d'admission peut être modifié à tout moment sur demande d'INRAE.

Le titulaire reversera à INRAE, à partir du relevé mensuel, le montant cumulé des droits d'admission sur présentation de factures par INRAE au titulaire

Une convention de perçu pour compte sera établie.

Le prix payé par l'utilisateur varie selon son niveau indiciaire (subvention « fonction publique »). Les usagers qui bénéficient d'une « prestation interministérielle » (PIM) au titre des prestations sociales, paieront un prix du repas, diminué du montant de cette subvention.

Le titulaire facturera mensuellement à terme échu à INRAE le montant cumulé des subventions au titre des prestations sociales. Les factures seront établies en un original selon les règles prévues par la comptabilité publique. Elles comprendront outre les mentions légales, les renseignements suivants :

- Le numéro SIRET du centre INRAE bénéficiaire : 180 070 039 00276
- Le numéro du marché
- Le numéro du bon de commande
- Le nombre de repas bénéficiant de la subvention interministérielle
- Le prix unitaire HT de la subvention interministérielle
- Le montant HT des subventions

- Le taux et le montant de la TVA
- Le montant total TTC.

Pour les usagers qui ne sont pas des agents d'INRAE

Sous couvert d'une convention de Restauration établie entre l'organisme extérieur et INRAE, le titulaire établit à destination des organismes employeurs d'agents qui se restaurent sur le site du Rheu une facturation de subvention dissociée de celle d'INRAE.

8.4.3 Repas visiteurs

Repas visiteurs invités

Le titulaire établira une facture à INRAE ou à l'entité invitante, correspondant au prix du repas, tel que défini à l'annexe financière à l'acte d'engagement – Bordereau des Prix Unitaires – Prix repas et montant du droit d'admission fixé par INRAE. INRAE ou l'entité invitante transmettra un bon de commande au titulaire. Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après certification du service fait par l'acheteur. Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

La transmission par le créancier de sa demande de paiement ne peut être prise en compte par INRAE que par dépôt au format PDF sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>

Le titulaire reversera à INRAE, à partir du relevé mensuel des repas visiteurs invités le montant cumulé des droits d'admission sur présentation de factures émises par INRAE. Les factures seront émises trimestriellement à terme échu.

Repas visiteurs payants

Le titulaire percevra directement des visiteurs le prix du repas visiteur composé des éléments suivants :

- du prix denrées des repas, tel que défini à l'annexe financière à l'acte d'engagement – Bordereau des Prix Unitaires – Prix repas,
- droit d'admission fixé par INRAE, pour le compte d'INRAE.

Le titulaire reversera à INRAE, à partir du relevé mensuel des repas visiteurs payants le montant cumulé des droits d'admission, sur présentation de factures émises par INRAE. Les factures seront émises mensuelle à terme échu.

8.4.4 Liquidation

La liquidation du présent marché sera effectuée conformément aux règles de la comptabilité publique. Le mode de règlement est le virement administratif.

Le paiement intervient dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par INRAE, après vérification du service fait par le service acquéreur.

Les erreurs ou omissions dans la demande de règlement seront signalées au Titulaire du marché, obligation sera faite à ce dernier d'établir une nouvelle demande ou une nouvelle facture, à compter de la réception desquels un nouveau délai de 30 jours pour effectuer le paiement sera ouvert dans des conditions identiques à celles visées à l'alinéa précédent.

Le défaut de paiement dans les délais prévus donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement des intérêts moratoires et d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 euros.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai de 30 (trente) jours visé ci-dessus (délai global de paiement) jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 (huit) points de pourcentage.

ARTICLE 9. AVANCE

Pour chaque bon de commande, et sauf mention contraire portée sur l'acte d'engagement, une avance de 5 % peut être versée au Titulaire, si ce dernier en a fait la demande dans l'acte d'engagement et dans les conditions prévues conformément aux dispositions des articles L. 2191-2, L. 2191-3 et aux articles R. 21916-3 à R. 2191-12 du code de la commande publique correspondant à un accord-cadre exécuté au moyen de bons de commande. Le taux de l'avance applicable pour les PME est de 10% minimum du montant du marché.

PARTIE 4. MODALITES D'EXECUTION

ARTICLE 10. MODALITES DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES

Représentation du titulaire et obligations d'information relative au titulaire :

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personne(s) physique(s), habilitée(s) à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

En cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu d'informer l'acheteur de toutes modifications se rapportant aux personnes ayant le pouvoir de l'engager, à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou à sa dénomination, à son adresse ou à son siège social, ainsi qu'aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitants et l'agrément de ses conditions de paiement et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Bons de commande :

En complément des dispositions de l'article 3.7 du CCAG fournitures courantes et services, les bons de commande sont notifiés par l'acheteur au titulaire. Les bons de commande devront comporter les mentions suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- la nature et la description des prestations à réaliser.

Si un bon de commande est émis en fin d'exécution du marché, il reste valide après l'expiration du marché.

ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE

En application de l'article L2113-12, le marché est réservé à des entreprises adaptées mentionnées à l'article L. 5213-13 du code du travail, à des établissements et services d'aide par le travail mentionnés à l'article L. 344-2 du code de l'action sociale et des familles ainsi qu'à des structures équivalentes, lorsque plus de 50 % de travailleurs concernés sont des travailleurs handicapés.

La proportion minimale de travailleurs handicapés employés par les structures visées au CCP est fixée à 50 % (article R. 2113-7 pour les marchés publics).

L'expression « structure équivalente » visée par le Code de la commande publique repose sur deux conditions cumulatives :

- **un critère organique** : le fait que cet opérateur économique relève de l'une des catégories de structures dédiées à l'emploi des personnes en situation de handicap mettant en œuvre un accompagnement global à l'emploi de ses salariés et leur proposant un encadrement technique spécifique dans le cadre de la réalisation de leurs missions ;

- et **un critère numérique** : le nombre de salarié.es en situation de handicap employés par l'opérateur économique soumissionnaire doit être de 50% minimum.

11.1. Modalités de mise en œuvre de l'action d'insertion professionnelle :

Les modalités d'insertion possibles, en cours d'exécution du marché, sont les suivantes :

- Modalités 1 : **Embauche directe**. L'attributaire embauche directement en CDD, CDI, contrat en alternance (apprentissage ou professionnalisation) des personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés au sens de l'article L. 5212-13 du Code du Travail orienté en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- Modalités 2 : En cas de recours à la **cotraitance** ou à la **sous-traitance**, les structures concernées devront être des structures de Travail protégé et Adapté.
- Modalités 3 : La **mise à disposition de personnel** ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés. Le titulaire est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du Marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), une Entreprise de Travail temporaire (ETT) en application de l'accord national relatif aux modalités de mise en œuvre des dispositions de l'article L1251-7 modifié par la LOI n°2011-893 du 28 juillet 2011 - art. 7 du code du travail, d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ou d'une association intermédiaire (AI), ou d'une Entreprise Adaptée de Travail Temporaire (EATT) ou d'un Etablissement de Service et d'Aide par le Travail (ESAT).

Il est possible d'opter pour l'une ou l'autre de ces formules ou une combinaison de celles-ci. Les personnes en situation de handicap devront être intégrées dans les équipes de travail sur des postes productifs ou d'appui à la réalisation du présent marché.

Si la formation fait partie du contrat de travail, les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le mandataire du groupement est l'interlocuteur unique du/de la facilitateur.rice pour le suivi d'exécution de la clause d'insertion.

11.2. Conditions d'exécution :

11.2.1. Action partenariale

Cette action consiste à s'associer et à participer, pendant la durée du marché, à une action partenariale en lien avec l'emploi et organisée par un partenaire emploi de l'insertion professionnelle au bénéfice du territoire du bassin de Rennes en lien avec le public ciblé ci-dessus.

Il peut s'agir par exemple :

- **D'un forum pour l'emploi**
- **Toutes autres actions partenariales qui visent la rencontre entre chercheurs d'emploi et employeurs.**

L'entreprise doit mettre en place et faire valider l'organisation de cette action partenariale en collaboration avec les facilitateurs de clauses.

Objectifs :

- Informer de manière concrète un public cible rencontrant des difficultés d'insertion professionnelles sur les débouchés professionnels, les savoir-être et les savoir-faire des métiers relevant du secteur d'activité.
- Faciliter la rencontre, se faire connaître du public ciblé et partager les besoins en recrutement de l'entreprise.
- Informer un public ciblé sur les opportunités d'emploi et de formation dans le secteur d'activité.
- Contribuer à travers cette participation à la construction et/ou la validation d'un projet professionnel du public ciblé.
- Favoriser la mixité professionnelle dans les métiers liés au secteur d'activité.

Les modalités de mise en œuvre de l'action partenariale :

Le candidat prendra contact dans les 4 semaines suivant la notification du marché avec le facilitateur du pôle d'expertise ATOUT Clauses afin d'étudier avec lui la mise en œuvre de ce scénario et de valider la pertinence avec les objectifs cités. Un cadre de réponse sur les modalités de mise en œuvre de la clause envisagée est à compléter, il reste à titre indicatif et permet à l'entreprise de se projeter dans la mise en œuvre de l'action.

La date sera fixée en concertation avec le facilitateur dédié et l'entreprise ainsi qu'en collaboration avec le maître d'ouvrage lors d'une réunion de rencontre spécifique qui sera organisée à minima deux mois avant la date de l'événement prévue.

L'entreprise attributaire devra informer le facilitateur de sa participation à l'événement en amont de celui-ci. Il devra fournir les documents justifiant sa participation ex : support de communication, feuilles d'émargement...

L'entreprise titulaire doit désigner en interne un interlocuteur dédié au suivi de la présente obligation. Ce dernier devra notamment coordonner le lien entre le facilitateur et l'entreprise titulaire afin que l'ensemble des actions liées à la présente considération sociale, puissent être déclinées de manière conforme.

11.2.2. Intervention d'un.e facilitateur.trice

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le titulaire bénéficie de l'accompagnement d'un.e facilitateur.trice dont les coordonnées sont :

ATOOUT Clauses pôle d'expertise en clauses sociales et marchés réservés du bassin de Rennes

Facilitatrice référente des clauses sociales

Céline KERZERHO

07 82 53 22 43

02 30 96 67 28

c.kerzerho@atoutclauses.fr

Le.a facilitateur.rice a pour mission de :

- Informer et accompagner le titulaire dans la mise en œuvre des clauses sociales (finalité du dispositif, public éligible, modalités de mise en œuvre, structures mobilisables, convention d'optimisation...).
- Suivre l'exécution des engagements pendant l'exécution de la prestation (animation de réunion pour le suivi, rédaction de bilans intermédiaires ...).
- Rendre compte au maître d'ouvrage de la mise en œuvre de la clause sociale tant sur le plan qualitatif que quantitatif (rapport de réalisation).

11.2.3. Suivi de la clause d'insertion

- Le titulaire désigne un correspondant opérationnel pour le suivi des actions d'insertion professionnelle, interlocuteur privilégié du maître d'ouvrage et du facilitateur.
- A l'initiative du maître d'ouvrage, une réunion de mise au point de l'action d'insertion est organisée avec le titulaire et le.a facilitateur.rice. Elle est mise en place après notification du marché dans un délai de 3 mois maximum et s'inscrit lors de la réunion de démarrage ou de lancement ou peut être spécifique à la clause sociale. Durant toute la période d'exécution de la prestation, le maître d'ouvrage et le facilitateur organisent une réunion de suivi annuelle avec le titulaire de la clause d'insertion.
- Le titulaire transmet au/à la facilitateur.rice tous renseignements utiles permettant le contrôle et le suivi de l'exécution de la clause d'insertion sociale. Ils peuvent comporter des justificatifs en lien avec l'éligibilité des publics, les missions confiées et les heures réalisées (fiche de relevé d'heures). La fiche de relevé des heures sera adressée à ATOOUT Clauses avant le 15 du mois mensuellement ou au plus tard tous les 6 mois pour les marchés de services, par la structure porteuse du contrat de travail du/de la salarié.e à l'adresse mail suivante : clausesociale.fiche@atoutclauses.fr

A noter : le titulaire devra fournir à ATOOUT Clauses l'ensemble des heures réalisées via la fiche de suivi sur le marché concerné pour chaque année civile au plus tard le 31 janvier (N) de l'année N-1

11.3. Protection des données (RGPD)

Le titulaire est informé que la gestion des données de ces bilans nominatifs sera confiée à ATOOUT CLAUSES. Ces données seront traitées dans le logiciel « Up Clause », développé par la société Cityzen du Groupe UP à la demande de l'Alliance Villes Emploi, qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants du Donneur d'ordre, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application de la clause sont informés que les

informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif clause d'insertion. ATOUT CLAUSES est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de :

- 48 mois à partir du 1^{er} jour de votre mise en poste et 24 mois après la fin de la période concernée
- OU /ET
- dans le cadre de la charte insertion NPNRU, ces informations devront être conservées jusqu'en 2025 inclus.
 - en l'absence de positionnement sur un emploi, les données seront conservées 6 mois maximum.

Ces données sont destinées au service des clauses d'insertion et aux organismes partenaires emploi - insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches.

Il est possible à tout moment de demander l'accès, la rectification, l'effacement, la portabilité ou la limitation des données vous concernant, ou vous opposer à leur traitement, en contactant le délégué à la protection des données par mél à h.loizeau@atoutclauses.fr ou par courrier à notre Déléguée à la protection des données (DPO) : Madame LOIZEAU Hanitriniaina, Le Quadri 47 avenue des Pays-Bas 35 200 RENNES

Toute personne estimant que le droit à la protection de ses données n'est pas assuré, peut introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.

La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement ;

PARTIE 5. CONSTATATION DE L'EXECUTION, GARANTIE ET MAINTENANCE

ARTICLE 12. VERIFICATION ET CONTROLE DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

Les contrôles sont effectués soit par la personne responsable (référént désigné par le pouvoir adjudicateur), soit par son représentant, soit par un prestataire extérieur mandaté.

12.1. Opérations de vérification par la personne responsable du marché ou son représentant

Les opérations de vérification quantitatives et qualitatives sont effectuées conformément aux dispositions du chapitre 5 du CCAG-FCS.

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées lors de l'exécution de la prestation dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG-FCS.

Le pouvoir adjudicateur peut, à tout moment, et sans en référer préalablement au titulaire, procéder ou faire procéder par toute personne désignée et mandatée par lui, à tous les contrôles jugés nécessaires en vue de vérifier la conformité des prestations et leurs modalités d'exécution par rapport aux clauses du marché et à l'ensemble des dispositions réglementaires propres à l'activité de restauration.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur n'est pas tenu d'aviser le titulaire des jours et heures fixés pour les opérations de vérification.

Ces contrôles portent notamment sur le respect des spécifications mentionnées au marché et sur le respect des dispositions prévues dans les textes réglementaires. Ils concernent notamment :

- La conformité des produits,
- La salubrité (hygiène des repas, des matériels, des personnels, etc.),
- La qualité nutritionnelle et gastronomique,
- Les grammages.

Le pouvoir adjudicateur ou son représentant, procède aux contrôles jugés nécessaires en vue de vérifier la conformité des prestations. A ce titre, seront notamment vérifiés :

- Les modalités d'exécution des clauses du présent marché, notamment en ce qui concerne le contrôle de l'hygiène et sanitaire,
- Le contrôle quantitatif et qualitatif des prestations,
- Le contrôle des mesures de sécurité,
- La provenance des produits et les conditions de mise en œuvre de la traçabilité,
- La qualité des produits utilisés et leur conformité aux engagements,
- Le nombre et la qualification des personnels affectés sur la cuisine.

12.2. Contrôle par l'intermédiaire d'agents spécialisés

Pour exercer les contrôles prévus aux articles précédents, INRAE peut à tout moment faire appel à un service ou à un agent spécialisé de son choix, sans en référer préalablement au Titulaire, notamment :

- La Direction Départementale de la Protection des Populations ;
- La Direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations (DDETSPP);
- L'Agence Régionale de Santé.

Ces interventions « sollicitées » des agents officiels de contrôle ne font évidemment pas obstacle aux interventions que ces agents décideraient de leur propre initiative dans l'exercice de leurs fonctions.

Dans ce dernier cas, le Titulaire doit informer sans délai INRAE de l'arrivée des agents de contrôle dans les locaux INRAE.

Par ailleurs, le Titulaire fait exécuter régulièrement les analyses tests, dont les résultats sont communiqués à INRAE.

Quel que soit le type de contrôle, le Titulaire s'engage à mettre à la disposition des contrôleurs, les outils de contrôle (thermomètres à lecture rapide, balance, testeur d'huile et de surface).

12.3. Contrôle par pièces comptables

Afin que le contrôle de la qualité et des caractéristiques des denrées achetées par le titulaire puisse s'exercer, INRAE aura, aussi souvent qu'il l'estimera nécessaire, accès à la comptabilité des matières premières dudit titulaire : feuilles de consommation journalière, factures (facture à recevoir, avoirs à recevoir), état d'inventaire et justificatifs de toute nature.

12.4. Constatations de l'exécution des prestations

A la suite des vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont pris dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

En cas de non-achèvement des prestations ou de livraison partielle, ou si d'une manière générale la prestation n'est pas conforme aux stipulations de la commande, le pouvoir adjudicateur peut mettre en demeure le titulaire : de compléter la livraison, de reprendre les prestations livrées non conformes, de re livrer des prestations conformes.

Le titulaire devra se conformer à la demande ainsi formulée dans un délai suffisant permettant le déroulement normal du service de restauration (dérogation à l'article 30 du CCAG-FCS).

Le pouvoir adjudicateur peut encore accepter en l'état la prestation et prononcer une décision d'admission ou une décision d'admission avec réfaction.

ARTICLE 13. OBLIGATIONS DES PARTIES

13.1. Devoir de conseil

Le titulaire est informé que le pouvoir adjudicateur ne peut en aucun cas être assimilé à un professionnel de même spécialité ou à un utilisateur averti.

Dès lors, le titulaire, après avoir défini la méthodologie de mise en œuvre des prestations, s'engage, dans le respect des règles et usages dans sa profession, notamment :

- A faire des préconisations techniques auprès du pouvoir adjudicateur ainsi que des recommandations sur d'éventuelles améliorations de la solution ;
- A mettre en œuvre la prestation conformément aux règles de l'art ;
- A fournir tous les conseils et toutes les mises en garde pour permettre la meilleure collaboration entre les Parties ainsi que la réussite du marché.

Dans le cadre de son obligation de conseil, de mise en garde et d'information envers le pouvoir adjudicateur, le titulaire s'engage à :

- Avertir ce dernier de l'impact des décisions qu'il prend sur le déroulement des prestations, répondre en temps utile à toute demande de renseignement qui lui serait présentée ;
- Demander toute information ou renseignement qu'il jugerait nécessaire à la bonne exécution du marché, notifier par écrit dès qu'il en aura connaissance tout élément, événement, acte susceptible d'entraîner une augmentation des coûts et/ou des délais et plus généralement d'affecter la bonne exécution de ses obligations et/ou la bonne fin des prestations.

13.2. Respect des normes

Le titulaire, dans l'ensemble des aspects relatifs à l'organisation et l'exécution des prestations du présent marché s'engage à respecter la législation française en vigueur, en particulier toutes les spécifications techniques applicables.

13.3. Confidentialités

Les parties sont tenues au secret professionnel et secret des affaires pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, documents, supports d'information, fichiers informatiques ou non, et décisions dont elles auraient connaissances au cours de l'exécution du présent marché. Les données collectées le sont exclusivement pour la réalisation de l'objet du marché. En conséquence, les Parties sont tenues à ne pas en faire une autre utilisation, sauf autorisation expresse contraire de la Partie créditrice.

Le non-respect de ces obligations peut entraîner la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire.

Pour le cas où il existerait une propriété intellectuelle au sens des dispositions du code de la propriété intellectuelle sur les données traitées par l'une ou l'autre des Parties, elle s'engage à en informer préalablement l'autre Partie et à entrer en contact avec lesdits propriétaires pour obtenir le droit d'utilisation des données nécessaires à la mise en œuvre de ses engagements. Au cas où l'identité des propriétaires ne pourrait pas être connue, les données traitées devront *a minima* indiquer l'identification de leur source dans la documentation technique explicative de la Solution.

En toute hypothèse, les Parties s'engagent à prendre les mesures de sécurité conformes à l'état de l'art pour garantir la sécurité des données afin qu'elles ne soient pas, de son fait, déformées, endommagées ou communiquées à des tiers non autorisés. En conséquence, les parties s'engagent à respecter et à faire respecter par son personnel les obligations suivantes :

- Ne pas faire de copies des documents, des supports et des données qui lui sont confiés, sauf celles strictement nécessaires à l'exécution du marché,
- Ne pas utiliser les données pour d'autres fins que celles du présent marché,
- Ne pas divulguer les données à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales sauf si cette divulgation est exigée par la loi ou une autorité judiciaire ou administrative compétente.

Le titulaire, partie la plus diligente, assure par ailleurs le pouvoir adjudicateur de son respect du règlement général relatif à la protection des données (n°2016-679).

ARTICLE 14. DELAI DE GARANTIE

Sans objet.

PARTIE 6. DEFAILLANCE DANS L'EXECUTION

ARTICLE 15. PENALITES ET PRIMES

15.1. Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations

En cas de retard d'exécution des prestations par le titulaire, l'acheteur appliquera des pénalités conformément aux dispositions de l'article 14.1.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services, le montant total des pénalités de retard pourra excéder 10% du montant total HT de l'accord-cadre, de la tranche considérée ou du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG Fournitures Courantes et Services, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités de retard dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble de l'accord-cadre.

Désignation de la pénalité	Montant	Après mise en demeure
ORGANISATION – FONCTIONNEMENT		
Non-fourniture des prestations le jour de consommation	2000€ par infraction constatée	
Retard au démarrage des prestations	200€ par ¼ heure d'écart constaté	
Non-respect de la continuité du service (sauf cas de force majeure, validé par le pouvoir adjudicateur) - Interruption totale du service pour une journée - Interruption totale du service au-delà d'une semaine	- 5000€ par jour - résiliation du marché sans indemnité	
Non-respect des menus validés par le pouvoir adjudicateur sans accord préalable et écrit de ce dernier	200€ par infraction constatée L'infraction s'entend par une composante d'un repas non respectée	
Non-respect des engagements sur les modes d'accès par visualisation (caisses, extranet)	200€ par jour de retard	X
Mauvaise utilisation des équipements à la charge du prestataire	200€ par infraction constatée	
Non-respect des modalités de communication des menus pour validation par le pouvoir adjudicateur (projets de menus)	200€ par jour de retard	X
Non-respect des engagements sur le temps d'attente maximum aux caisses	50€ par ¼ heure d'écart constaté	
Désignation de la pénalité	Montant	Après mise en demeure
QUALITE – OFFRE		
Non-respect des prix des prestations	50% de l'écart constaté entre le prix pratiqué et le prix contractuel X le nombre de prestations servies	
Non-respect des spécificités qualitatives et quantitatives contractuelles	800€ par infraction constatée	
Non-respect des spécifications quantitatives (grammages)	400€ par infraction constatée sur la base d'un contrôle de traçabilité	
Non-respect des engagements sur la liste des produits imposés, la variété des plats, le maintien des choix ou l'ouverture des stands	400€ par infraction constatée (multipliée par deux en cas de réitération au cours d'un même mois)	
Non-respect de l'interdiction de présence d'OGM	250€ par infraction constatée	
HYGIENE		
Non-exécution du plan de nettoyage conformément au CCTP	200€ par infraction constatée	
Non-respect des bonnes pratiques d'hygiène sur l'office	200€ par infraction constatée	
Non-respect du protocole de contrôles bactériologiques	100€ par infraction constatée	X
PERSONNEL		
Non-respect d'une demande d'INRAE d'un changement de personnel sur la base d'élément factuel	1000€ par mois de retard	
REPORTING – SUIVI		

Retard dans la transmission des rapports d'activité	200€ par jour de retard	X
Non-participation à la commission restauration ou à tout autre réunion de travail convoquée par les services d'INRAE impliquant la présence du titulaire	200€ par absence constatée	

15.2. Pénalités pour non-respect des formalités relatives à la lutte contre le travail illégal

En application de l'article L. 8222-6 du Code du travail, dans le cas où le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, il encourt une pénalité égale à 10 % du montant du contrat, dans la limite du montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

15.3. Exécution aux frais et risques du titulaire :

En cas de manquement au principe de continuité de service, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire exécuter ces prestations par un tiers aux frais et risques du titulaire. En cas de défaillance du titulaire ne relevant pas d'un cas de force majeure, après mise en demeure par lettre recommandée avec A.R. restée sans effet dans un délai de quarante-huit (48) heures, le pouvoir adjudicateur peut faire assurer le service aux frais du titulaire, par toute personne et tous moyens appropriés.

Dans cette hypothèse, il est fait application des dispositions de l'article 45 du CCAG-FCS. L'exécution aux frais et risques du titulaire et la fixation de pénalités ne peuvent être appliquées simultanément au même manquement.

En cas de manquements répétés, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché sans que le titulaire ne puisse prétendre à indemnité. Cette résiliation ne portera que sur les prestations assurées pour le compte du pouvoir adjudicateur concernée.

15.4. Pénalités pour non-respect de la clause d'insertion sociale

Sur la base des pièces justificatives transmises par le titulaire du marché, les facilitateurs.rices « Clause insertion professionnelle » veilleront au respect des engagements pris par l'entreprise.

La nature et les modalités de transmission des pièces justificatives sont précisées à chaque titulaire avec les facilitateurs.rices « clause d'insertion » ainsi qu'au présent CCAP.

La non-transmission ou transmission partielle, ou retard de transmissions des documents ou attestations propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion professionnelle, entraînera une pénalité forfaitaire applicable équivalent à 100 euros par jour de retard et par document.

L'absence injustifiée à une réunion de suivi de l'exécution de la clause sociale d'insertion, entraînera une pénalité forfaitaire équivalent à 300 euros.

Le titulaire notifie au maître d'ouvrage toute difficulté pour assurer son engagement. Dans ce cas, le maître d'ouvrage, et le cas échéant le.a facilitateur.rice, étudie avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs d'insertion.

ARTICLE 16. MESURES COERCITIVES

Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Conformément à l'article 45 du CCAG fournitures courantes et services, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du

titulaire, soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 17. CAS DE RESILIATION

Les dispositions du chapitre V du titre IX du livre 1er de la 2ème partie du code de la commande publique s'appliquent.

Principes généraux :

Conformément à l'article 38 du CCAG fournitures courantes et services, l'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 40, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG fournitures courantes et services, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 39 du CCAG fournitures courantes et services.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 42 du CCAG fournitures courantes et services.

ARTICLE 18. LITIGES ET DIFFERENDS

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 46 du CCAG des marchés publics de Fournitures Courantes et de Services.

Organe chargé des procédures de médiation :

Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics

22 mail Pablo Picasso, BP 24209

44042 NANTES Cedex 1

Téléphone : 02 53 46 79 83

Courriel : paysdl.ccira@direccte.gouv.fr

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal Administratif de Rennes

3 contour de la Motte

35044 RENNES Cedex

Téléphone : 02 23 21 28 28

Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Service auprès duquel les renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal Administratif de Rennes

3 contour de la Motte

35044 RENNES Cedex

Téléphone : 02 23 21 28 28

Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application Télérecours Citoyens accessible via le site internet www.telerecours.fr.

PARTIE 7. CLAUSES DIVERSES

ARTICLE 19. CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES – MESURES DE SECURITE

Protection des données à caractère personnel :

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, l'acheteur et le titulaire s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

Protection de l'environnement, sécurité et santé :

Conformément à l'article 7 du CCAG fournitures courantes et services, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

Réparation des dommages :

Conformément à l'article 8 du CCAG fournitures courantes et services, le titulaire prend à sa charge les dommages causés au personnel ou aux biens de l'acheteur du fait de l'exécution du marché. Le titulaire est responsable des dommages subis par les fournitures tant qu'il en conserve la propriété, et il garantit l'acheteur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

ARTICLE 20. ACCES AUX SITES

Le représentant du pouvoir adjudicateur dotera de clés et/ou passes d'accès en quantités suffisantes pour permettre la libre circulation des agents dans la zone de restauration.

Il est de la responsabilité du titulaire de signaler immédiatement la perte d'un quelconque moyen d'accès. Le remplacement des exemplaires manquants sera à la charge du titulaire du contrat.

Toute clé, ou passe perdue pendant la réalisation du marché ou après sa fin amènera le Centre Bretagne-Normandie à facturer au titulaire les montants suivants, sans que celui-ci puisse élever la moindre contestation :

- Remplacement de la ou des serrures correspondant à chaque clé perdue, sur la base du coût réel INRAE) ;
- Remplacement de toutes les serrures existantes dans le cas de la perte d'un passe, sur la base du coût réel INRAE).

Les coûts directs ou indirects relatifs à ces différents travaux sont supportés par le titulaire du marché.

PARTIE 8. DEROGATIONS AU CCAG

Articles du CCAG-FCS	Objet
4.1	Ordre de priorité des pièces contractuelles
27.3	Non tenu d'aviser le titulaire des jours et heures fixés pour les opérations de vérification
30	Délai pour la mise au point des prestations
14	Déclenchement des pénalités pour non exécution des clauses du marché
14.1.3	Non-exonération des pénalités pour non exécution des clauses du marché
42	Indemnité en cas de résiliation pour motif d'intérêt général

ANNEXE 1 - CLAUSES DE PROTECTION DES DONNÉES ET SÉCURISATION DES SYSTÈMES D'INFORMATION

1.1 EXIGENCES REGLEMENTAIRES DE CONFIDENTIALITE ET SECURISATION DES DONNEES APPLICABLES AU TITULAIRE ET SES SOUS-TRAITANTS

L'offre du titulaire respecte les obligations posées par le marché. De plus, la gestion des données doit répondre aux exigences posées par le règlement européen sur les données personnelles, l'ANSSI et la DINUM.

La prestation doit être conforme aux référentiels ainsi qu'au règlement et doit évoluer conformément à leurs éventuelles révisions :

1.1.1 Conformité au RGI

Le référentiel général d'interopérabilité fixe les règles techniques permettant d'assurer l'interopérabilité des systèmes d'information. Il détermine notamment les répertoires de données, les normes et les standards qui doivent être utilisés par les autorités administratives.

La dernière version du RGI figure dans l'arrêté en date du 20 avril 2016. (JORF n°0095 du 22 avril 2016 texte n° 1)

Informations concernant le RGI :

<http://references.modernisation.gouv.fr/interoperabilite>

1.1.2 Conformité au RGAA

L'article 47 de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées fait de l'accessibilité une exigence pour tous les services de communication publique en ligne de l'État, les collectivités territoriales et les établissements publics qui en dépendent. Il stipule que les informations diffusées par ces services doivent être accessibles à tous.

Le RGAA, à forte dimension technique, propose une traduction opérationnelle des critères d'accessibilité issus des règles internationales ainsi qu'une méthodologie pour vérifier la conformité à ces critères.

La version 3.0 du RGAA a été approuvée par l'arrêté du 29 avril 2015.

Informations concernant le RGAA :

<http://references.modernisation.gouv.fr/referentiel/>

1.1.3 Conformité au RGS

Le référentiel général de sécurité est pris en application du décret n° 2010-112 du 2 février 2010 pris pour l'application des articles 9, 10 et 12 de l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives.

La solution doit respecter les recommandations du RGS et particulièrement parmi celles-ci :

- **Une obligation de chiffrement des flux de données entre l'INRAE et le prestataire ainsi que ses sous-traitants éventuels,**
- **Une recommandation de chiffrement du serveur qui stockera les données INRAE chez le prestataire. Cette fonctionnalité non-obligatoire est chiffrée le cas échéant dans le bordereau des prix du titulaire dans l'hypothèse où elle n'est pas prévue en standard dans la solution.**

Informations concernant le RGS :

<http://www.ssi.gouv.fr/administration/reglementation/confiance-numerique/le-referentiel-general-de-securite-rgs/>

1.1.4 Conformité à la PSSIE

La Politique de Sécurité des Systèmes d'information de l'Etat est entrée en vigueur le 19/08/2014, qui fixe les règles de protection applicables aux systèmes d'information de l'Etat.

Informations concernant la PSSIE :

<https://www.ssi.gouv.fr/entreprise/reglementation/protection-des-systemes-dinformatons/la-politique-de-securite-des-systemes-dinformation-de-letat-pssie/>

1.1.5 Conformité au règlement européen 2016/679 - RGPD

Il est relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (<https://www.cnil.fr/fr/reglement-europeen-protection-donnees>), et plus largement :

- Le titulaire garantit la conformité de la solution proposée aux exigences de privacy by design prévues par le règlement européen,
- L'offre technique du titulaire présente sa politique de protection des données, sa politique de sécurité des données et le cas échéant, l'analyse de risque et l'étude d'impact sur la vie privée de la solution proposée. Si l'étude ne peut être réalisée au stade de l'offre, le titulaire s'engage à la fournir lors de l'exécution du marché et avant mise en production de la solution.

L'étude d'impact est nécessaire dans les cas visés par la CNIL sur son site : <https://www.cnil.fr/fr/ce-quil-faut-savoir-sur-lanalyse-dimpact-relative-la-protection-des-donnees-aipd>

- En complément de la clause de confidentialité prévue par le CCAG-TIC et des exigences du règlement européen quant au traitement des données à caractère personnel dont le titulaire est conjointement responsable, le titulaire garantit la stricte confidentialité de l'ensemble des données INRAE obtenues dans le cadre de l'exécution du présent marché. La signature d'accords de confidentialité spécifiques, par les salariés intervenant dans le cadre du traitement des données INRAE, pourra être exigée par l'Institut auprès du titulaire.
- Le titulaire s'engage, le cas échéant, après notification et avant mise en production de la solution, à contractualiser avec INRAE le contrat de sous-traitance RGPD annexé au marché.

Selon le montant du marché, le contrat RGPD choisi par INRAE sera au choix :

- Le contrat type de sous-traitance RGPD issu de la DÉCISION D'EXÉCUTION (UE) 2021/915 DE LA COMMISSION du 4 juin 2021 <https://www.cnil.fr/fr/commande-publique-quel-acteur-est-responsable-au-regard-du-rgpd>
- Le contrat type de sous-traitance RGPD publié par la CNIL <https://www.cnil.fr/fr/sous-traitance-exemple-de-clauses>

1.2 ENGAGEMENT DU TITULAIRE

1.2.1 Obligation de sécurisation des données

Au titre de son obligation de sécurisation des données, le titulaire s'engage donc notamment à :

- Ne pas utiliser ou copier les données traitées à des fins autres que celles spécifiées au présent marché,
- Ne pas divulguer les données à d'autres personnes privées ou publiques, physiques ou morales,
- Prendre toutes les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des données,
- Prendre toutes les mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des données traitées dans le cadre du présent marché,
- Mettre en œuvre des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes, services de traitement et des données,
- Pour les prestations nécessitant le traitement de données personnelles et autres données sensibles, présenter à l'Institut la clause de confidentialité intégrée aux contrats de travail de ses salariés ou aux engagements de confidentialité spécifiques signés par ces derniers, ainsi que celles des contrats de sous-traitance établis pour l'exécution du présent accord-cadre,
- Mettre en œuvre des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données et leur accès en cas d'incident physique ou technique dans des délais appropriés,
- Mettre en œuvre une procédure de test, analyse et évaluation régulière de l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles assurant la sécurité des données,
- Restituer l'intégralité des données exigées par INRAE puis détruire l'ensemble des données INRAE détenues par le titulaire ou ses sous-traitants en fin de marché. Un mode de preuve de cette destruction est proposé par le titulaire dans son offre,
- Mettre à la disposition d'INRAE les informations nécessaires afin de démontrer le respect de ces obligations et, à cette même fin, permettre la réalisation d'audits par INRAE.

1.2.2 Sécurisation des prestations et du Système d'Information

Au titre de la sécurisation des prestations et du SI, le titulaire s'engage notamment à :

- Remettre à INRAE, dans le cadre de son offre technique, le Plan d'Assurance Sécurité (PAS) lié aux prestations du marché ainsi que chacune de ses mises à jour ayant eu lieu pendant la durée du celui-ci.
 1. Lorsqu'elle est disponible, le titulaire fournit sa politique de sécurité des systèmes d'information (PSSI).
- Le PAS pourra évoluer pendant la durée du marché afin de présenter a minima les mesures de sécurisation concernant :
 - La sensibilisation et la formation des personnels et autres mesures de sécurité organisationnelles,
 - Les développements spécifiques,
 - L'hébergement des données et des services,
 - La gestion des incidents de sécurité du titulaire,
 - Le maintien en condition de sécurité,
 - La politique de gestion des postes de travail des intervenants de la prestation objet du marché,
 - La conformité et les démarches de contrôle interne.

Dans le cadre de l'exécution du marché, l'ensemble des sous-traitants doit respecter l'ensemble des obligations auxquelles s'engage le titulaire et notamment fournir sa PAS au même titre que le titulaire.